

**Avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité
environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine relatif au projet
de modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la
commune de Libourne (33) porté par la communauté
d'agglomération du Libournais**

N° MRAe 2025ACNA71

Dossier KPPAC-2025-017751

**Avis conforme rendu
en application du deuxième alinéa de l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme notamment son article R. 104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 relatif à l'inspection générale de l'environnement et du développement durable modifié par le décret n°2023-504 du 22 juin 2023 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des plans et programmes ;

Vu la décision du 12 décembre 2024 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence à ses membres pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 104-33 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Vu le dossier fourni par la personne publique responsable enregistré sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposé par la communauté d'agglomération du Libournais, reçu le 25 avril 2025 relatif à la modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Libourne (33), en application des articles R. 104-33 deuxième alinéa à R. 104-35 du Code de l'urbanisme ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé en date du 21 mai 2025 ;

Considérant que la communauté de communes de l'agglomération du Libournais (CALI), compétente en matière d'urbanisme, souhaite apporter une modification n°2 au PLU de Libourne, approuvé le 1^{er} décembre 2016 ; qu'un PLU intercommunal de l'agglomération de Libourne a été arrêté le 12 février 2025 et a fait l'objet d'un avis¹ de la MRAe en date du 23 mai 2025 ;

Considérant que cette modification vise à permettre l'implantation d'une unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile (UIISC) sur le site dit « La Lamberte » ; qu'elle porte sur :

- le reclassement du site de « la Lamberte », actuellement classée en zone à urbaniser à long terme 2AUy à vocation d'artisanat, de bureaux, services et équipements, en secteur 1AUesc pour l'accueil de la sécurité civile ;
- l'ajout au règlement de la zone 1AU de règles spécifiques au secteur 1AUesc ;
- la création d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) pour le secteur 1AUesc ;
- la réduction de 100 à 40 mètres de la bande d'inconstructibilité liée à la RD1089 au titre de l'article L. 111-6 du Code de l'urbanisme ;
- la suppression d'emplacements réservés prévus pour créer des liaisons viaires et des bassins de rétention des eaux pluviales ;

Considérant qu'il convient que les projets de règlement et d'OAP portés par la présente modification soient pris en compte dans le plan local d'urbanisme intercommunal de l'agglomération du Libournais en cours d'approbation ;

Considérant qu'en l'absence de modification de l'arrêté du 31 mai 2024 relatif à « *la mutualisation nationale de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers des projets d'envergure nationale ou européenne d'intérêt général majeur* », la zone à urbaniser sur le site « La Lamberte » est à prendre en compte dans les surfaces consommées par PLU de Libourne et par la suite le PLUi de la CALI ;

Considérant les informations fournies par la collectivité ;

rend un avis conforme

sur l'**absence de nécessité** de réaliser une évaluation environnementale pour le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Libourne (33).

Conformément à l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme, la communauté d'agglomération du Libournais rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Libourne (33) est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis fait l'objet de modifications. La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Fait à Bordeaux, le 12 juin 2025

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,
le membre délégataire

Signé

Cédric GHESQUIERES

1 https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/pp_2025_17389_e_plui-hd_cali_33.pdf